Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2012)
Heft: 2

Artikel: La dynamique chaotique de l'été 2011
Autor: Wicht, Bernard
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-514640

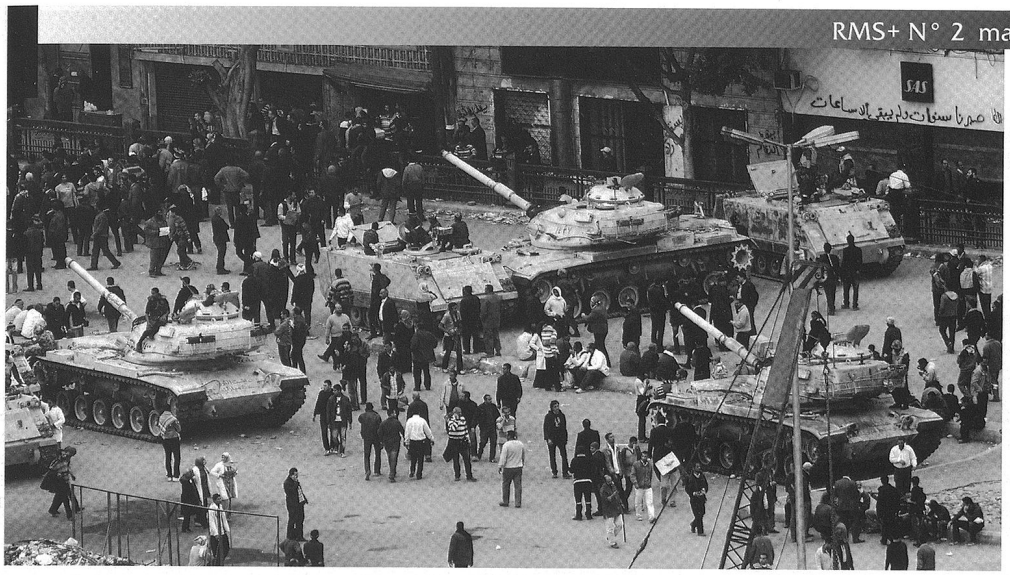
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Blindés de l'armée égyptienne au Caire, lors des émeutes qui ont fait tomber le président Mubarak.

International

La dynamique chaotique de l'été 2011

Bernard Wicht

Privat-docent, Institut d'études politiques et internationales
Université de Lausanne

L'été 2011[1] a été riche en péripéties à l'échelle mondiale. Dans l'ordre économico-financier, on a assisté successivement au quasi-défaut de paiement du trésor américain, à un quasi-krach boursier et à la poursuite de la chute vertigineuse de la monnaie européenne. Dans un ordre plus politique, on a assisté à l'escalade de la violence dans le monde arabo-méditerranéen, aux protestations massives en Espagne et en Israël, aux émeutes en Grèce et aux révoltes à Londres. L'été touchant à peine à sa fin, on peut s'attendre peut-être encore à d'autres événements de cette envergure.

Alors que dire? Peut-on dégager une interprétation d'ensemble de ces événements au-delà des commentaires déjà fournis par la presse ? Un tel exercice semble difficile. Car, finalement ces événements ne font que confirmer ce que nous savions déjà, c'est-à-dire l'instabilité des Etats (y compris les plus avancés) et la fragilité croissante de leur base. La confirmation de cette analyse est sans doute un élément important qui valide la pertinence des réflexions antérieures et de l'approche développée à ce sujet.[2] On pourrait ainsi se contenter d'un « je vous l'avais bien dit ! » et de toute l'autosatisfaction l'accompagnant.

Mais, en matière de prospective stratégique, l'autosatisfaction est généralement mauvaise conseillère; c'est un oreiller de paresse particulièrement pernicieux en période de transformation rapide. Essayons donc de dépasser cet état d'esprit. Que peut-on déceler derrière les événements de cet été ? De notre point de vue, ceux-ci mettent en évidence trois paramètres de base : 1. la théorie du chaos, 2. la réduction du citoyen, 3. l'effondrement de l'espace méditerranéen.

La théorie du chaos

Cette succession d'événements en l'espace de moins de quatre semaines nous renvoie à la théorie du chaos telle que formulée par les scientifiques depuis quelques décennies. Cette théorie postule en effet que le chaos n'est pas si « chaotique » et qu'il recèle son ordre propre qu'il convient de découvrir.[3] Cet ordre n'étant pas donné a priori, les scientifiques l'appréhendent de la manière suivante : 1. les phénomènes apparaissent à première vue aléatoires, sans lien les uns avec les autres, 2. seule une observation attentive permet de distinguer, à la longue, la mise en place d'une certaine logique, 3. l'accumulation de ces phénomènes finit par atteindre un seuil critique, au-delà duquel une simple perturbation peut entraîner des conséquences disproportionnées (effet papillon).

A la lumière de cet été 2011, on saisit immédiatement tout l'intérêt de cette théorie. Dans la série d'événements susmentionnés, il ne semble pas y avoir de liens ni de corrélations les reliant les uns aux autres : la chute de l'euro n'est apparemment pas reliée aux révoltes de Londres, elles-mêmes n'ayant semble-t-il aucun lien avec le printemps arabe, et ainsi de suite. On comprend en revanche, dans ce contexte, combien une « perturbation mineure » pourrait déclencher.... une catastrophe !

Pour le stratège, c'est une situation très difficile à gérer. Le déclencheur peut paraître insignifiant, anodin... et pourtant se révéler décisif, si le seuil général des perturbations a atteint un niveau critique : on serait donc tenté de faire référence à la formule biblique, « sois prêt car tu ne sais pas quand le jour viendra ».

La réduction du citoyen ?

Dans le monde occidental, que ce soit les émeutes grecques, le mouvement espagnol des indignés, les

1 Cet article a paru en premier le 15 octobre 2011 sur le site Le Polémarque : http://lepolemarque.blogspot.com/ Il a été repris sur le site de la RMS en novembre, et est repris ici avec l'autorisation de l'éditeur.

2 Cf. notamment nos études intitulées : « Une révolution militaire en sous-sol: le retour du modèle Templiers », *Stratégique*, No.93-96, avril 2009, p. 709-731 ; « Etat failli et faillite de l'État », G. Csurgaï ed., *Les enjeux géopolitiques des ressources naturelles*, l'Age d'Homme, Lausanne, 2006, p. 34-68.

3 Pour un bref aperçu, *cf.* James GLEICK, *La théorie du chaos : vers une nouvelle science*, trad., Flammarion, Paris, 1988.

manifestations israéliennes ou les révoltes londoniennes, *grosso modo* deux types d'acteurs semblent se dessiner dans ces affrontements. D'un côté, on voit des couches de populations sans participation effective au pouvoir, aspirant à une « vie meilleure » mais sans projet ni ambition politiques. Leurs rassemblements sont spontanés, endémiques, au gré de l'actualité – vite réunis, vite dissous. C'est un peu ce que certains sociologues nomment des « mobilisations dans l'urgence » sans véritable plan ni programme,[4] c'est-à-dire des agitations, des affoulements ou encore des éclatements tels que ceux que l'on retrouve dans les sociétés postmodernes, en matière musicale notamment (techno, metal, rave party). Les révoltes de Londres indiquent également qu'une partie de ces populations est très volatile et que l'embrasement peut intervenir de manière presque instantanée, sur la base d'un simple incident (par exemple un contrôle policier qui tourne mal). De l'autre, c'est l'Etat et son appareil sécuritaire « musclé » ; à Londres comme ailleurs la logique n'est pas celle de la négociation, du dialogue social et des réformes mais bel et bien uniquement celle de la répression. Dans tous les cas, l'essentiel des forces policières et militaires est déployé à l'intérieur du pays. Ce redéploiement en direction de la sécurité intérieure caractérise l'évolution générale de l'Etat moderne depuis la fin de la guerre froide : c'est le passage de l'Etat militaro-territorial (orienté vers l'ennemi extérieur commun) à l'Etat pénal-carcéral (tourné vers le maintien de l'ordre à l'intérieur).[5] En Europe occidentale ce schéma semble devoir se solidifier au gré des manifestations, des protestations violentes, des émeutes et des révoltes, conduisant à une centralisation accru de l'appareil étatique, au renforcement de son pouvoir coercitif au nom du maintien de l'ordre tandis qu'à l'opposé, une partie de la population va échapper de plus en plus à son contrôle en s'enfonçant dans les labyrinthes de l'économie grise et informelle, des zones de non-droit et des autres formes de marginalité.

Cette dérive vers l'Etat policier et son affrontement avec les strates sociales précitées pose la question du citoyen. Qu'advient-il de lui dans cet affrontement ? Certes ce dernier attend de l'Etat qu'il garantisse l'ordre afin de pouvoir vaquer à ses activités quotidiennes. Mais au-delà de ces préoccupations immédiates, qu'en est-il de sa liberté : il semble évident que sa marge de manœuvre se réduise à celle d'un simple contribuable sous le regard des caméras de surveillance. Dès lors quid de son avenir en tant qu'acteur politique ? Pour reprendre une image cinématographique, c'est un peu le Troisième homme, après l'Etat et ses adversaires précités.

Pour mémoire, dans l'histoire de l'Etat moderne le citoyen s'est vu reconnaître des droits et des libertés généralement « par négociation, » c'est-à-dire lorsqu'il a pu représenter une force économique (pas d'impôt sans représentation) ou militaire (citoyen-soldat) dont l'Etat ne peut se passer et pour laquelle il est prêt à faire des concessions. C'est ce marchandage, selon le principe *do ut des* (impôt) ou *do ut facias* (service militaire), qui est au fondement de la participation politique du citoyen au pouvoir. Par conséquent, on peut se demander quel est le marchandage que le citoyen peut faire fonctionner aujourd'hui pour retrouver ses droits et ses libertés politiques. Là aussi, la réponse n'est pas aisée parce que, si le citoyen paie toujours ses impôts, l'élite politique au pouvoir censée le représenter a d'ores et déjà quitté le cadre national pour rejoindre l'espace global de l'hyper-classe mondiale. Désormais, les préoccupations de cette élite ne sont plus celles du citoyen ; ce sont celles de sa propre image médiatique, de sa place sur le marché global, que ce soit en tant que *leader* d'opinion, « faiseur de roi, » *top manager*, « touche-à-tout génial,» courtisan de haut vol et autres nouveaux métiers de la communication (au sens large) créés dans le sillage de la mondialisation.[6] Quant au service militaire, il n'est pas réaliste d'envisager le retour des armées de conscription; aujourd'hui pour faire la guerre l'Etat n'a plus besoin du citoyen, il recourt à des professionnels... tour à tour commandos ou gendarmes.

Dans ces circonstances, la question de la liberté citoyenne est posée. Précisons que nous entendons ici par «citoyen» non pas un cortège ou une foule défilant dans les rues de la capitale pour demander l'augmentation des allocations chômage, la limitation du temps de travail ou le respect des conventions salariales. Dans notre perspective, de telles démarches s'apparentent à celles de sujets réclamant « du pain et des jeux » à leur souverain et obtenant de celui-ci la réponse bien connue, « le peuple n'a plus de pain, qu'il mange de la brioche. » La notion de citoyen à laquelle nous nous référons ici est celle liée à la *res publica*, la participation effective à la gestion des affaires communes. Où se trouvent aujourd'hui les réactions citoyennes de cette sorte ?

Cette question demeure pour l'instant sans réponse.

L'effondrement de l'espace méditerranéen

A la faveur de l'été, le printemps arabe semble s'être transformé en automne, voire en hiver ! Il ne s'agit pas là, malheureusement, d'une simple formule de style mais d'une réalité qui risque de toucher, au-delà du monde arabo-musulman, l'espace méditerranéen dans son ensemble. En effet, alors que la façade sud de la Méditerranée s'enfonce dans une anarchie durable (on ne distingue aucun élément structurel – économie, commerce – susceptible de donner à ces sociétés une stabilité et une durabilité minimales), la façade nord « ne va pas mieux » : Portugal, Espagne, Italie, Grèce (sans parler de l'espace balkanique) sont en pleine déconfiture, au bord de la faillite. Certes, les plaies de la façade nord ne sont pas liées à celles du sud, mais la conjugaison des deux peut provoquer l'effondrement de toute la zone : non pas une crise, une urgence complexe que l'on peut résorber à court terme moyennant interventions et programmes internationaux d'assistance, mais un marasme persistant

4 Cf. en particulier, Michel MAFFESOLI, *La part du diable : précis de subversion postmoderne*, Flammarion, Paris, 2002.

5 Sur la recomposition de l'État moderne, *cf.* notamment, Michel FORTMANN, *Les cycles de Mars : révolutions militaires et édification étatique de la Renaissance à nos jours*, Economica, Paris, 2010 ; Loïc WACQUANT, *Punir les pauvres : le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Agone, Paris, 2004.

6 L'affaire DSK en fournit une bonne illustration.

s'étalant sur plusieurs décennies et transformant l'ensemble de cet espace en une vaste « Somalie. »[7] Car, que ce soit la banqueroute des États de la façade nord ou la déliquescence du printemps arabe, cette double évolution est de nature historique et institutionnelle : dans le cas du nord, la fin du cycle de l'État-nation ; dans le cas du sud, la fin sans lendemain des nationalismes arabes nés de la décolonisation.

Il convient donc de s'interroger sur la signification d'un tel effondrement du point de vue historique. On a tendance à l'oublier, l'équilibre de l'espace méditerranéen est d'une grande importance pour l'Europe et les historiens s'en sont périodiquement fait l'écho dans leurs travaux. Or, dans cette optique, il est intéressant de se remémorer l'ouvrage de l'historien belge Henri Pirenne, *Mahomet et Charlemagne*.[8] Quelque peu éclipsée par les travaux de Fernand Braudel, l'étude de Pirenne mérite néanmoins toute notre attention dans le climat actuel. L'historien avance en effet que la conquête arabe au temps de Mahomet a provoqué la fermeture de ce qui constituait jusqu'alors le centre de gravité du monde de l'époque. Cette fermeture conduit alors l'Europe à se détourner de la Méditerranée pour regarder vers le nord et commencer à construire ainsi les bases de son identité occidentale: selon Pirenne, Charlemagne – le grand empereur d'Occident – ne se comprend pas sans Mahomet et la fermeture de l'espace méditerranéen engendré par celui-ci. En l'occurrence, la question intéressante soulevée par Pirenne n'est pas tant celle de la conquête arabe ou du grand empereur d'Occident, mais la mise en évidence de l'interaction géo-historique existant entre l'Europe et la Méditerranée, la dépendance géopolitique de l'Europe vis-à-vis de cet espace et l'impact que sa transformation peut avoir sur l'évolution de notre continent.

C'est cette relation qui nous intéresse ici : que peut signifier de nos jours une telle fermeture ? On objectera sans doute qu'à notre époque la Méditerranée ne revêt plus du tout la même importance qu'elle pouvait avoir au début du Moyen Age, notamment en matière d'échanges économiques et commerciaux ; elle n'est pas non plus le pivot géographique de la globalisation. Mais la question qui nous intéresse n'est pas celle-ci, à savoir l'importance économique et commerciale de cet espace pour l'Europe contemporaine. C'est en revanche celle de la transformation de cet espace en une vaste zone de chaos avec la coupure que cela implique. La réflexion de Pirenne prend donc tout son sens. Selon lui en effet, c'est précisément cette coupure qui provoque la naissance de l'identité occidentale, voire la renaissance carolingienne. En d'autres termes, Pirenne voit dans cette coupure, à terme plutôt une naissance, un nouveau départ et non un repli.

Le conflit lybien a créé de nouveaux précédents internationaux. Ses conséquences ne sont pas maîtrisées.

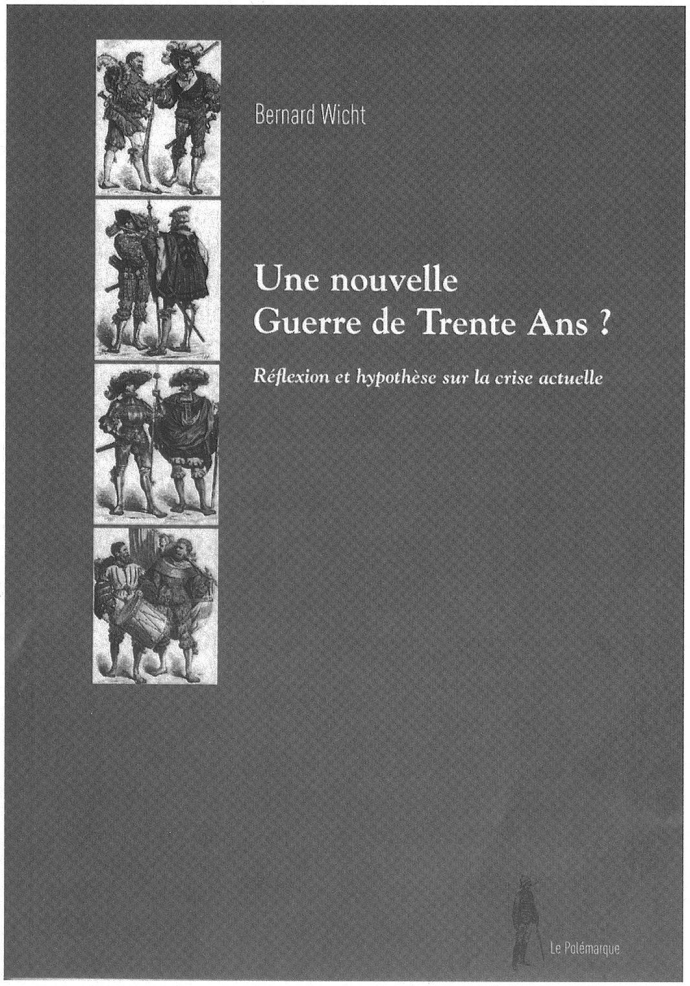
La rupture de la zone méditerranéenne qui se profile aujourd'hui à l'horizon, laisse-t-elle entrevoir un nouveau départ pour l'Europe ? A première vue, on serait tenter de dire non : la crise de la monnaie unique et les difficultés qui en découlent pour les grands Etats (France, Royaume-Uni, Italie, Espagne), le risque de désindustrialisation de l'Europe que comporte cette crise ne devraient pas s'améliorer avec l'écroulement de la façade sud de la Méditerranée... au contraire ! L'afflux de réfugiés, l'économie grise et les trafics de tous ordres qui se mettront immanquablement en place devraient représenter un défi et une charge supplémentaires pour les Etats européens déjà gravement affaiblis. Dès lors, l'affaissement du sud de l'espace méditerranéen devrait surtout accentuer celui de l'Europe occidental... dans un premier temps en tout cas ! Mais ensuite... ?

Le monde occidental est probablement à la veille d'un changement macro-historique d'outil de production : le passage de la société industrielle (en crise depuis les années 1970) à la société de l'information. Or une telle transition signifie également la mutation des modes d'organisation sociale, économique et sans doute politique ; la fin des grandes structures hiérarchiques au profit de structures plus petites, plus flexibles, moins hiérarchisées dans lesquelles l'individu peut à nouveau avoir le sentiment de jouer un rôle, de s'engager en faveur d'une cause, de participer à la promotion d'une idée ou d'un projet... bref, de reprendre son destin en main. On pense ici notamment au système *open source*, au travail coopératif de type wiki, aux formes

7 Cf. en particulier, « La Libia può diventare una nuova Somalia », *Limes: rivista italiana di geopolitica*, http://temi.repubblica.it/limes/la-libia-puo-diventare-una-nuova-somalia/24408?printpage=undefined (consulté le 29 septembre 2011).

8 Henri PIRENNE, *Mahomet et Charlemagne*, PUF, Paris, 2005 (Quadrige). Sur les controverses qui ont entouré cet ouvrage, voir l'entrée « Henri Pirenne » sur Wikipédia.

Les dangers n'ont pas disparus. Mais ils se sont transformés... et peut-être déplacés.



d'organisation « sans tête, » à l'importance du *story telling* au détriment de la gestion proprement dite. C'est le rapport homme-machine qui change radicalement et, comme le dit Karl Marx, lorsque l'outil de production se transforme, « ce sont tous les rapports de production qui changent, donc les rapports des humains entre eux, et c'est en définitive, la vision (*Weltanschauung*), bref les valeurs de base et les structures de la société qui se transforment. »[9]

Avouons que cette perspective du changement d'outil de production éclaire d'un jour nouveau la rupture de l'espace méditerranéen : non plus uniquement un défi supplémentaire mais aussi en quelque sorte une opportunité, celle de se reconstruire, par exemple en termes d'identité et de dynamique nouvelle.

Précisons notre propos. Institutionnellement les Etats européens sont dans l'impasse ; ils sont incapables de se réformer et restent prisonniers des structures et des formes de gouvernance héritées de l'ère industrielle, en particulier tout l'appareil bureaucratique lié à l'Etat-providence. Cependant, à l'intérieur de cette instance, de ce cadre étatique apparemment figé, la substance se recompose : des bassins de dynamisme et de prospérité économiques et commerciales se distinguent grâce au patient développement d'un dense réseau de PME tournées vers la qualité et l'innovation, de banques privées de taille moyenne, de petits instituts de recherche. On trouve de tels pôles de croissance principalement en Italie du Nord, en Alsace, en Flandres, en République tchèque et en Suisse. Alors que les Etats cherchent désespérément à conserver les acquis du passé, les sociétés précitées vivent déjà dans le monde de demain. Pour elles, l'ère de l'information avec ses structures souples est déjà une réalité. De notre point de vue, ces sociétés sont annonciatrices d'une renaissance ![10]

Paradoxalement cependant, ces pôles de dynamisme et d'innovation tournés vers l'avenir sont aussi les principaux foyers de ce qu'on appelle de nos jours le « populisme » et que l'on qualifie habituellement comme une réaction de repli identitaire face à la mondialisation, une volonté de retour à un passé idéalisé. Mais ce paradoxe n'est qu'apparent et cette qualification du populisme est trompeuse : car pour pouvoir se projeter ainsi dans l'avenir, pour affronter avec succès le jeu « sans pitié » de la globalisation, pour avoir la volonté de gagner et d'avancer sans cesse, ces pôles ont besoin d'un projet collectif fort, apte à les mobiliser et à les distinguer des « autres. » Or avec la disqualification des valeurs nationales et l'omniprésence des références globales dominées par le « politiquement correct, » un tel projet collectif doit forcément rechercher ses repères à l'échelle

9 Cité chez Marc LUYCKX GHISI, *Surgissement d'un nouveau monde*, éditions Alphée, Monaco, 2010.

10 Il faut s'être promené une fois sur le campus de la société Novartis à Bâle pour prendre conscience que le terme « renaissance » n'est pas utilisé à la légère : près de 8'000 chercheurs de toutes nations s'y côtoient dans un espace de plusieurs km², dessiné par les plus grands architectes, où chaque bâtiment fait l'objet d'une conception spécifique tout en s'harmonisant avec le plan d'ensemble. En d'autres termes, une sorte de « cité idéale » au service de la science, du savoir et de l'innovation. http://www.novartis.ch/fr/about-novartis/basel-campus/index.shtml

locale : d'où le recours à une langue (respectivement un dialecte), une culture et des traditions régionales. Ceci d'abord – comme c'est le cas de tout projet collectif – dans le but de se distinguer des « autres », de désigner un « extérieur » vis-à-vis duquel on pourra ensuite se rassembler. Dans le contexte de la mondialisation, de la « californisation » des goûts et des terroirs, de l'uniformisation des valeurs, il faut donc considérer que la « fermeture » et plus encore la recherche d'autonomie ne sont pas les caractéristiques des sociétés qui se replient et reculent, mais plutôt de celles qui avancent et se positionnent pour l'avenir. Pas étonnant dès lors que la plupart de celles-ci soient animées, culturellement ou politiquement, de sentiments séparatistes ou, dans le cas de la Suisse, d'un refus d'adhérer à l'Union Européenne.[11]

Si maintenant, on met cette dynamique en parallèle avec l'effet exposé par Pirenne quant à la fermeture de l'espace méditerranéen, alors on pourrait bel et bien obtenir, ce retournement, ce « nouveau départ » que l'historien belge mentionne dans son analyse de la relation Mahomet-Charlemagne..., par exemple une entrée décisive dans l'ère de l'information et, par ricochet, une opportunité nouvelle pour le citoyen actuellement réduit à sa fonction de simple contribuable... dans quel délai ?

L'été 2011 n'est-il qu'une répétition générale, les grands bouleversements sont-ils à venir ? Difficile de se prononcer, on peut néanmoins garder à l'esprit l'équation suivante : les sociétés complexes sont fragiles, les sociétés fragiles sont instables et les sociétés instables sont imprévisibles.

B. W.

Bernard Wicht, *Une nouvelle Guerre de Trente Ans?*, Editions Le Polémarque, Nancy, 2010.

Démonstrations et engagement de forces égyptiennes à proximité de la place Tahir, au Caire.

11 En particulier, Hervé JUVIN, *Le renversement du monde : politique de la crise*, Paris, Gallimard, 2010 ; cf. également Alain TOURAINE, *Après la crise*, Paris, Seuil, 2010. Il est intéressant de relever que deux auteurs, l'un américain et l'autre israélien, aboutissent à des conclusions très similaires lorsqu'ils s'interrogent sur les causes du développement exponentiel des start-up de très haut niveau en Israël plutôt que dans d'autres pays développés plus grands et mieux équipés : leur réponse principale touche la culture d'un petit pays constamment en lutte et sous pression. C'est ce « climat » et cet état d'esprit qui constitue, selon eux, le moteur de la compétitivité, de l'innovation et de l'esprit d'entreprise. Si l'étude comporte certes un certain plaidoyer *pro domo*, les facteurs culturels qu'elle met en évidence sont pleinement pertinents (ennemi commun, nécessité de survie stimulant l'esprit de compétition, étroite imbrication des modes de vie civile et militaire). Dan SENOR/Saul SINGER, *Start-up Nation : The Story of Israel's Economic Miracle*, Twelve, New York, 2009.